

Meilleurs vœux 2011 !



N° 596
DU 8 AU 14 JANVIER
1,5€

10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél.: 01 45 56 77 52 - Fax: 01 47 05 27 70
hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION • David Assouline
• RÉDACTRICE EN CHEF Stéphanie Platat
• JOURNALISTE RÉDACTRICE Charlotte
Collonge (76 58) • PHOTO Philippe
Grangeaud (76 00) • MAQUETTE Florent
Chagnon (79 44) • FLASHAGE ET IMPRESSION
PGE (94) Saint-Mandé •
N° DE COMMISSION PARITAIRE : 0114P11223
• ISSN 127786772
"L'Hebdo des socialistes" est édité par
Solfé Communications, tiré
à 25 200 exemplaires

« Mes chers compatriotes,

Après une année 2010 difficile et même douloureuse pour notre pays et pour beaucoup d'entre nous, je souhaite que 2011 soit pour la France une année d'espoir et de progrès.

J'adresse à chacune et à chacun d'entre vous mes vœux les plus chaleureux pour une année de joie et pleine de santé. Comme vous bien sûr, je n'oublie pas ceux qui sont seuls, ceux qui sont malades et tous ceux qui les entourent et les soutiennent.

Oui, pour nous tous, cette année a encore été une année semée d'embûches et d'épreuves. Face à la crise, face à un gouvernement qui n'apporte pas les réponses dont notre pays a besoin et qui fait reposer les efforts toujours sur les mêmes, ma responsabilité, la responsabilité des socialistes est de proposer

un autre avenir à notre pays. La France est un pays formidable, énergique et plein d'atouts et les Français ne baissent jamais les bras. Vous voulez retrouver une France forte, créatrice d'emplois et bien gérée. Vous voulez une France juste et fraternelle comme vous l'avez montré en vous mobilisant pour les retraites, vous voulez une France où l'on vit bien ensemble pour nos jeunes comme pour nos aînés, pour tous, quelle que soit notre culture ou notre catégorie sociale. Vous voulez une France dont la voix porte à nouveau dans le monde et qui soit respectée.

Alors en 2011 comme en 2010, nous serons à vos côtés pour reconstruire la France forte, confiante et juste que nous attendons. C'est ensemble que nous réussirons. Alors du fond du cœur, bonne et heureuse année 2011. »

Retrouvez la vidéo des vœux de Martine Aubry sur parti-socialiste.fr

L'AGENDA

13 janvier

► 2011
Cérémonie des vœux de Martine Aubry au siège du Parti socialiste

29 janvier

► Mobilisation
Réunion des Premiers fédéraux

30 janvier

► Rassemblement
Réunion des Secrétaires de section
au Palais des Congrès





L'info en continu

Alain Vidalies, 24/12/10

Précarité

« Parallèlement à l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi, la précarité se diffuse parmi les salariés avec l'augmentation des emplois précaires et de l'emploi à temps partiel. Avec ce gouvernement, qui n'a aucune politique en faveur de l'emploi, la France est malheureusement bien loin de la sortie de crise. »

Pierre Moscovici, 28/12/10

Europe

« Faire de la démagogie sur le dos de l'Europe est facile. L'Europe ne fonctionne pas comme elle le devrait. L'Europe est un espace de croissance molle aujourd'hui. Ce n'est pas un espace moteur dans l'économie mondiale. Nous devons construire cela. »

Harlem Désir, 3/01/11

Bilan

« On ne construira pas le succès de la gauche en 2012 sur le procès de la gauche en 2002 d'autant que le bilan en matière de créations d'emplois a été bon. »

Je préfère les deux millions d'emplois créés par Martine Aubry et Lionel Jospin quand ils gouvernaient le pays, aux quatre millions de chômeurs de Nicolas Sarkozy. »

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

8/01

Il y a quinze ans disparaissait François Mitterrand. Une délégation du PS conduite par Martine Aubry et de nombreuses personnalités ont participé aux manifestations commémoratives en l'honneur de l'ancien président de la République, samedi 8 janvier à Jarnac (Charente).

L'ACTU DU SECRETARIAT NATIONAL

Hongrie : la liberté de la presse en danger

Coup dur pour la presse hongroise. L'entrée en vigueur d'une loi sur les médias, alors même que la Hongrie a pris la présidence de l'UE, est un très mauvais signe pour l'Europe et pour la liberté de la presse.

Cette loi expose à des peines allant jusqu'à 730 000 euros d'amende ceux qui porteraient atteinte à « l'intérêt général, l'ordre public et la morale » ou qui livreraient des « informations partiales », « notions si vagues qu'elles laissent libre cours à l'arbitraire »,

s'inquiète Patrick Bloche, Secrétaire national aux médias. Elle impose également aux journalistes la communication de leurs sources pour les questions relevant de la sécurité nationale. Le Parti socialiste dénonce « cette violation manifeste de la liberté de la presse, incompatible avec les principes défendus par les institutions européennes ».

Il demande l'abrogation immédiate de cette loi.

Côte d'Ivoire, l'appel au calme

Après un mois de violence meurtrière, les résultats de l'élection présidentielle en Côte d'Ivoire ont été proclamés par la commission indépendante et reconnus par le monde entier. Ils entérinent la victoire d'Alassane Ouattara. Dans ce contexte, le PS a appelé le 17 décembre dernier Laurent Gbagbo « à annoncer son retrait sans délai ». Il insiste également pour que « toutes les manifestations légitimes demandant le respect des résultats du scrutin se déroulent dans le calme et dans un esprit pacifique, afin qu'à la confiscation du pouvoir ne s'ajoute pas un bain de sang inutile ».

Éducation nationale : l'hémorragie continue

66 000 postes. Telle est l'ampleur de la saignée opérée par le

gouvernement depuis 2007 dans l'Éducation nationale. Dans ces conditions, « la nouvelle réduction de 16 000 postes prévue pour 2011 est insoutenable », déplore Bruno Julliard, Secrétaire national à l'éducation. À l'heure où près de 150 000 jeunes par an sortent du système scolaire sans qualification ni diplômes, les inquiétudes sont grandes, notamment du côté de l'enseignement primaire. « La scolarisation des moins de trois ans, comme l'aide spécialisée sont gravement atteints par cette politique à courte vue qui sacrifie l'avenir de nos enfants sur l'autel des économies budgétaires. » Afin de redonner à l'école les moyens de remplir sa mission, le Parti socialiste propose notamment de développer la scolarisation précoce, de concentrer les moyens sur le primaire, de rénover la pédagogie, de limiter les redoublements, d'améliorer l'enseignement prioritaire et de mettre en place une nouvelle carte scolaire.

VIE DU PARTI

L'actualité des publications qui rythment la vie militante

Les socialistes et les grandes théories économiques (cahier 18)

« Des clefs pour comprendre, des outils pour combattre », tel est le fil rouge de ce cahier de formation dédié aux socialistes et aux grandes théories économiques. Son auteur, Liêm Hoang Ngoc revient sur les différents courants de la pensée économique d'Adam Smith aux postkeynésiens et fournit ainsi une grille de lecture critique de la réalité économique contemporaine.

Actes de l'Université d'été de La Rochelle, août 2010 (cahier 19)

Séance de rattrapage pour ceux qui auraient manqué l'Université d'été du PS d'août dernier. Un cahier de formation réalisé par le Secrétariat national à la formation leur permettra de prendre la mesure de la richesse des débats de cette édition. Au programme : des plénières sur des thèmes forts tels que « La crise, la Grèce, l'Europe et nous », « Territoires en danger », etc. ; des ateliers dédiés à la société des seniors, à la reconquête du travail, au défi migratoire... Mais aussi des « cartes blanches » délivrées à des artistes.

La Revue socialiste

Le dossier du dernier numéro de *La Revue socialiste* s'attaque à l'ambitieux débat de la « social-écologie ». La prise en compte des équilibres écologiques définit un nouveau rapport à l'environnement, mais aussi à l'économie, et au social. Mais la recherche d'un juste équilibre entre exigence écologique et justice sociale n'a rien d'évident. C'est l'objet des études de ce numéro qui tendent à prouver que l'enjeu écologique contribue à réactualiser plusieurs des valeurs identitaires du socialisme.

► Renseignements : Tél. : 01 45 56 76 38
Email : formation@parti-socialiste.fr

Les socialistes à l'offensive

Avant la reprise des travaux parlementaires, retour sur un épisode qui a animé la fin de l'année au Palais Bourbon.

Déclaration de patrimoine : un compromis insatisfaisant

Pour un citoyen ordinaire, un vol est passible de trois ans de prison, une escroquerie de cinq ans. Il n'en va pas de même pour les députés fraudeurs. Dans la nuit du 20 au 21 décembre, l'Assemblée nationale a décidé du sort de ces derniers. Un député coupable d'une déclaration frauduleuse encourra finalement 30 000 euros d'amende, mais il échappera à la peine de deux ans de prison dont il était initialement menacé. Au départ, un amendement déposé par le président du groupe UMP Christian Jacob et le Secrétaire général de l'UMP Jean-François Copé voulait amnistier par anticipation les élus fraudeurs. Une attitude qui n'a pas manqué de déclencher l'indignation des députés de gauche. Le président

du groupe socialiste à l'Assemblée Jean-Marc Ayrault a directement ciblé le patron de l'UMP : « Pour quelles raisons étranges à chaque fois qu'il s'agit de la transparence M. Copé est à la manœuvre? », a-t-il déclaré. « Le signal envoyé, c'est qu'un voleur de mobylette risque plus qu'un député fraudeur ! », a commenté René Dosière, député de l'Aisne, cela va alimenter le "tous pourris" car cela revient à être beaucoup plus doux avec les élus qu'avec un citoyen normal. » Grâce à l'opposition de gauche, l'UMP a été contrainte de retirer cet amendement bricolant toutefois un compromis maintenant l'amende, mais supprimant la peine de prison. La gauche a voté contre ce nouvel amendement. La fin de l'année aura ainsi un peu plus abîmé la « République irréprochable » voulue par Nicolas Sarkozy.

REPORTAGE

Pas d'économie sans industrie

Calais, une vieille usine de briques rouges, vestige d'une époque où l'industrie était florissante... une époque qui, pour les socialistes, ne doit résolument pas se conjuguer au passé. Jeudi 16 décembre, Martine Aubry et Guillaume Bachelay, Secrétaire national à l'industrie et aux nouvelles technologies, étaient « en campagne pour l'industrie » dans le Nord de la France. Deux visites au programme, l'usine calaisienne de jouets Meccano et l'usine Decathlon de vélos B-twin située en bordure de Lille. Le point commun entre ces deux sites : leur choix de produire en France. « Les salaires chinois augmentent et les temps de transport sont de plus en plus longs, explique le directeur de Meccano, or le jouet se fait en deux mois à peine. » Il a donc pris le pari de relocaliser 20 % de sa production en France, l'usine emploie 90 salariés. Stratégie quasi identique pour l'usine ultra-moderne B-twin, implantée sur les friches de l'ancienne Seita-Altadis. Pour approvisionner le plus rapidement possible ses magasins et se rapprocher de son centre de R&D, Decathlon a choisi de fabriquer à Lille les

vélos commercialisés dans le Nord. « L'industrie a une place dans notre pays, a commenté la Première secrétaire du PS, la France a des atouts avec des salariés attachés à leur travail, un système éducatif et de formation qui sait s'adapter et des services publics de qualité, il y a une réflexion insuffisante sur la politique industrielle aujourd'hui, or il n'y a pas d'économie sans industrie. » Un prochain déplacement sur le thème de l'industrie est déjà prévu courant janvier.



Génération Mitterrand, et après ?

À l'occasion de l'anniversaire de mai 1981, le Cevipof (Centre de recherches politiques de Sciences Po) réalise pour *La Revue socialiste* une grande enquête sur les militants du PS. Qui sont-ils ? À quelle catégorie socioprofessionnelle appartiennent-ils ? Quel âge ont-ils ? À travers cette enquête, à laquelle 200 militants ont déjà répondu, le Cevipof entreprend de dresser le portrait

du militant socialiste d'aujourd'hui. Vous ferez peut-être partie des 1 150 adhérents contactés par l'institut GfK ISL entre le 17 janvier et le 12 février prochains, et nous vous remercions pour votre aide ! Les résultats seront traités de façon anonyme et confidentielle et l'enquête fera l'objet d'un numéro spécial de *La Revue socialiste* en mai.



L'info en continu

Benoît Hamon, 4/01/11

Éducation

« Que le seul mot du président de la République sur les questions d'éducation ait concerné l'absentéisme et non pas qu'il y ait de moins en moins d'adultes dans les classes ; qu'aujourd'hui, sa préoccupation soit d'abord l'absentéisme et pas la garantie que chaque élève ait un professeur en face de lui est particulièrement grave. »

David Assouline, 4/01/11

Travail

« Si on augmente la durée légale du travail, si dans une entreprise on fait travailler 38 heures au lieu de 35, cela n'incite pas à l'embauche, ce n'est donc pas, à mon avis, une bonne proposition pour l'emploi. »

Pierre-Alain Muet, 4/01/11

Mystification

« Le débat récurrent sur les 35 heures montre que le thème du "travailler plus pour gagner plus" sur lequel Sarkozy a construit sa campagne était une totale mystification. Il est temps de sortir de ce débat idéologique pour engager une vraie réflexion sur l'organisation des différents temps de la vie. La vraie question dans notre pays n'est pas la durée hebdomadaire du travail, mais la répartition du travail entre ceux qui ont un emploi et ceux qui en sont exclus, ainsi que sa répartition au cours du cycle de vie. »

PS



Les mensonges de la droite sur les 35 heures

Pour tenter de détourner l'attention de ses propres échecs, Nicolas Sarkozy a un bouc-émissaire : les 35 heures. Mais la réalité n'a rien à voir avec ces mensonges.

► **Les 35 heures n'ont pas créé d'emplois.** **FAUX**

Pour la période 1998-2002, l'INSEE a constaté la création de 350 000 emplois liée à la loi. Et les dispositifs associés à la réduction du temps de travail (RTT, comptes épargne-temps) ont joué un rôle d'amortisseur important pour l'emploi durant la crise. De nombreuses entreprises ont privilégié le recours à ces leviers de flexibilité au lieu de licencier leurs salariés.

► **Avec les 35 heures, les Français travaillent moins que les autres.** **FAUX**

La réduction du temps de travail est une tendance générale parmi les pays occidentaux. Les Français ont une durée hebdomadaire moyenne du travail supérieure à celle de leurs voisins : 38 heures en France en 2009 contre 35,7 heures en Allemagne ; 36,3 heures en Suède ; 36,6 heures au Royaume-Uni et 30,6 heures aux Pays-Bas. Même lorsque l'on prend en compte les congés, la durée annuelle du travail en France (1 550 heures) était supérieure à celle de l'Allemagne (1 390 heures) en 2009.

► **Les 35 heures ont permis de limiter le développement du temps partiel et donc de la précarité en France.** **VRAI**

La proportion d'emplois à temps partiel est beaucoup plus élevée dans d'autres pays européens (48 % aux Pays-Bas, 28 % en Allemagne et au Royaume-Uni), qu'en France (17 %). C'est notamment lié aux 35 heures qui ont stabilisé le recours au temps partiel en France alors qu'il augmentait dans les autres pays.

► **Les 35 heures ont creusé l'écart de compétitivité entre la France et l'Allemagne.** **FAUX**

Si le coût du travail a progressé beaucoup moins vite en Allemagne qu'en France au cours des années 2000, les 35 heures ne sont pas en cause. Il s'agit en effet d'une évolution spécifique à l'Allemagne : elle a fait le choix d'une politique de désinflation compétitive qui s'est traduite par une forte rigueur salariale. Ce n'est donc pas la compétitivité française qui s'est dégradée du fait des 35 heures, mais la compétitivité allemande qui s'est améliorée sur le dos du pouvoir d'achat des salariés allemands.

► **Les entreprises attendent la fin des 35 heures.** **FAUX**

En dépit des nombreuses interventions législatives visant à donner la possibilité aux entreprises de revenir sur les 35 heures, celles-ci n'ont pas souhaité remettre en cause les accords collectifs signés à l'époque : aucune branche professionnelle ne s'est engagée dans une refonte globale de l'organisation du travail sur la base des flexibilités offertes par la loi du 20 août 2008.

D'ailleurs, le gouvernement de Nicolas Sarkozy s'est bien gardé de remettre en cause les 35 heures. Il les a même généralisées en 2007. La raison est simple : c'est une mesure qui crée des emplois, qui est appréciée des Français et qui ne coûte pas cher.